

Par arrêté n° HC 627 DIE/FIP du 21 décembre 2023.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 693 DIE/FIP du 26 avril 2022 relatif à l'opération "Schéma directeur d'alimentation en eau potable de la commune de Rurutu" du syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française, en ce qui concerne le délai d'exécution et de solde.

Les alinéas 6 et 7 de l'article 6 de l'arrêté de financement sont modifiés comme suit :

Au lieu de :

- “- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 janvier 2024 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 31 juillet 2024 ;”.

Lire :

- “- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 août 2024 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 28 février 2025 ;”.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 628 DIE/FIP du 21 décembre 2023.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 154 DIE/FIP du 10 avril 2019 relatif à l'opération "Agrandissement du cimetière communal de Mataiea" de la commune de Teva I Uta en ce qui concerne les délais d'exécution et de versement du solde de la dotation FIP.

Les dispositions des 6e et 7e alinéas de l'article 6 de l'arrêté de financement initial sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

- “- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 30 décembre 2023 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 juin 2024.”.

Lire :

- “- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 juillet 2024 ;

- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard 31 janvier 2025.”.

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 629 DIE/FIP du 21 décembre 2023.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 737 DIE/FIP du 11 mai 2022 relatif à l'opération "Déploiement des projets du SDSI - Axe 2 - acquisitions et mise en place de progiciels métiers pour la restauration scolaire et la régie" du syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française, en ce qui concerne le délai d'exécution et le solde.

Les alinéas 5 et 6 de l'article 6 de l'arrêté de financement sont modifiés comme suit :

Au lieu de :

- “- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 29 février 2024 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 29 août 2024 ;”.

Lire :

- “- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 28 février 2025 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 28 août 2025 ;”.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.